

Convention collective

**EXPLOITATIONS AGRICOLES ET COOPÉRATIVES
D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
[BOUCHES-DU-RHÔNE]
(PERSONNEL D'EXÉCUTION)
(12 février 1986)**

(Etendue par arrêté du 16 mai 1986,
Journal officiel du 29 mai 1986)

AVENANT N° 31 DU 3 MAI 2005 (1)

NOR : AGRS0597106M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Bouches-du-Rhône ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole du département des Bouches-du-Rhône,

D'une part, et

La FGA-CFDT union locale des Bouches-du-Rhône ;

Le syndicat du personnel des organismes et professions de l'agriculture CFTC ;

L'union des syndicats de l'agroalimentaire et des forêts des Bouches-du-Rhône USAF-CGT ;

L'union départementale de la fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent avenant annule et remplace les articles 31 à 35 de la convention collective des exploitations agricoles des Bouches-du-Rhône du 12 février 1986.

Le présent avenant s'applique aux personnels d'exécution.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

Un article unique 31 intitulé « Régime de prévoyance » est inséré dans la convention collective.

Régime de prévoyance

I. – Objet de cet accord

Cet accord a été conclu dans le prolongement de l'accord inter-professionnel du 10 décembre 1977 sur la mensualisation qui a été étendu aux salariés de l'agriculture par la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988. Cet accord améliore ainsi les garanties en cas de maladie ou en cas d'accident du travail ou maladie professionnelle des salariés relevant de la mensualisation.

II. – Champ d'application

La garantie de ressources s'applique aux salariés relevant de la mensualisation, et justifiant de 2 ans d'ancienneté sur la même exploitation.

La condition d'ouverture des droits s'apprécie au premier jour de l'arrêt de travail. Les arrêts de travail antérieurs à l'entrée en vigueur de cet accord, et se poursuivant au-delà de cet accord resteront soumis au régime précédent. Bénéficieront de cet accord, seuls les arrêts de travail concomitants ou postérieurs à l'entrée en vigueur de cet accord.

Conditions de prise en charge

Les salariés compris dans le champ d'application ci-dessus bénéficieront de la garantie à condition :

- d'avoir justifié par certificat médical de leur incapacité dans les 48 heures de leur absence ;
- d'être pris en charge par la MSA pour le versement des indemnités journalières incombant à cet organisme ;
- d'être soignés sur le territoire français ou dans un pays de l'Union européenne.

a) Garantie de rémunération en cas de maladie ou d'accident

Les salariés en arrêt de travail à la suite d'une maladie de la vie privée ou professionnelle ou d'un accident du travail bénéficieront du maintien de leur rémunération dans les conditions fixées ci-dessous, dès lors qu'ils rempliront les conditions de prise en charge susvisées. Des indemnités journalières effectivement versées par la MSA leur seront attribuées...

1. Montant de l'indemnisation :

L'indemnisation totale, dans la limite du salaire net qu'aurait perçu le salarié s'il avait continué à travailler, correspondra à 90 % du salaire brut pendant 30 jours et 66,66 % pendant les 30 jours suivants.

2. Point de départ :

En cas de maladie, le point de départ de la garantie, soit en l'espèce le versement des indemnités journalières complémentaires intervient à compter du 4^e jour d'arrêt de travail.

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, le point de départ de la garantie soit en l'espèce le versement des indemnités journalières complémentaires intervient à compter au premier jour d'arrêt de travail.

Les points de départ de ces garanties sont à présent calquées sur les points de départ du versement des indemnités journalières issues du régime général de la sécurité sociale.

Ils suivront donc les évolutions ou les modifications des points de départ qui interviendront dans le régime général de la sécurité sociale.

3. Durée de la garantie :

Ces durées sont prolongées de 10 jours par période de 5 ans de présence effective en sus de la durée de 2 ans exigée, dans la limite de 90 jours pour chacune d'entre elles.

Chacune de ces durées d'indemnisation sera donc portée à : 40 jours entre 7 et 12 ans de présence effective ; 50 jours entre 12 et 17 ans de présence effective ; 60 jours entre 17 et 22 ans de présence effective ; 70 jours entre 22 et 27 ans de présence effective ; 80 jours entre 27 et 32 ans de présence effective ; et 90 jours à partir de 32 ans de présence effective :

b) Décès et IPA

1. En cas de décès, toutes causes du salarié tel que défini ci-dessus, un capital égal à 50 % du salaire annuel brut sera versé au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) ci-dessus, à défaut aux héritiers du salarié décédé. Il sera fait référence aux salaires des 12 mois complets précédant le décès.

2. En cas d'invalidité permanente absolue, il sera versé de manière anticipée au salarié concerné, le capital prévu en cas de décès.

Le salarié sera considéré en invalidité permanente absolue s'il bénéficie :

- soit de l'attribution, de la part de la caisse de mutualité sociale agricole, d'une pension d'invalidité de 3^e catégorie ;
- soit de l'attribution, de la part de la caisse de mutualité sociale agricole, d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle au taux de 100 % avec assistance d'une tierce personne, du salarié tel que défini dans le champ d'application ci-dessus.

c) Allocations obsèques

En cas de décès du salarié tel que défini dans le champ d'application ci-dessus, de son conjoint ou d'un enfant à charge, une allocation égale à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale sera versée au conjoint ou à défaut à la personne ayant réglé les frais d'obsèques, sur présentation de facture à son nom.

Pour les enfants de moins de 12 ans, le montant de l'allocation obsèques sera limité au montant des frais réels.

III. – Cotisation et organisme gestionnaire et assureur

a) Cotisations

Le régime de prévoyance est un régime intégralement financé par les employeurs. La cotisation patronale de prévoyance fixée à 0,60 % est calculée sur les salaires réels des salariés compris dans le champ d'application de la convention collective.

b) Organisme gestionnaire et assureur

L'organisme gestionnaire et assureur de la garantie de ressources est la CRIA-Prévoyance auprès de laquelle l'ensemble des employeurs relevant du champ d'application de la convention collective des exploitants agricoles des Bouches-du-Rhône du 12 février 1986 devront s'assurer. Le siège de la CRIA-Prévoyance est 50, route de la Reine, BP 85, 92105 Boulogne-Billancourt.

Un contrat de prévoyance sera à cet effet signé entre la FDSEA et la CRIA-Prévoyance. Les différentes garanties seront servies aux bénéficiaires sous réserve de conformité aux clauses du contrat de prévoyance garantissant la couverture du risque par la CRIA-Prévoyance.

IV. – Durée d'application de la garantie

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

V. – Réexamen de la mutualisation des risques et modalités de poursuite de la garantie de ressources en cas de changement d'assureur

a) Réexamen de la mutualisation des risques et le choix de l'organisme assureur

Selon les dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale, les conditions de mutualisation des risques et le choix de l'organisme assureur seront réexaminées au plus tard tous les 5 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant. A cet effet, les signataires se réuniront dans les 6 mois qui précèdent cette échéance.

b) Modalités de poursuite de la garantie de ressources en cas de changement d'assureur

Conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, en cas de changement d'organisme assureur désigné, il a été décidé que :

- la garantie décès sera maintenue aux bénéficiaires d'indemnités journalières, par l'organisme débiteur des prestations décès ;
- la revalorisation des bases de calcul des différentes prestations relatives à la couverture du risque décès est égale à celle définie dans le contrat d'adhésion annexé au présent accord.

VI. – Entrée en vigueur

Les garanties prévues par cet avenant entreront en vigueur sous réserve de l'aboutissement de la procédure d'extension.

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre qui suit la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension de cet accord. Les parties demandent l'extension de cet avenant.

Fait à Aix-en-Provence, le 3 mai 2005.

(Suivent les signatures.)